



HAL
open science

Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité? La question de la réparation dans le processus de relèvement.

Astrid Lenoir

► **To cite this version:**

Astrid Lenoir. Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité? La question de la réparation dans le processus de relèvement.. Transversale. Histoire: architecture, paysage, urbain, 2022, pp.68-79. hal-03892999

HAL Id: hal-03892999

<https://hal.science/hal-03892999>

Submitted on 5 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ouverture

02. Gilles-Antoine LANGLOIS

Dossier

08. La redécouverte des monuments antiques de l'Algérie poussée par la reconstruction des parties manquantes : Tébessa dans l'oeuvre d'Albert Ballu
Amel BENGUEDDA

22. Le cyclone de 1928 en Guadeloupe : dimensions politiques et littéraires d'un catalyseur de modernisation
Sophie PAVIOL

34. La reconstruction du bâti agricole en Normandie après la Seconde Guerre mondiale
Stéphanie DUPONT, Patrice GOURBIN et Philippe MADELINE

46. Ruines fantasmées, ruines restaurées : La quête romantique des New Georgians dans l'Angleterre des années 1980
William TERRIER

56. Rénovation et reconstruction au prisme de l'initiative habitante, les cas de Thu Thiem et de Mossoul
Rita KHALAF et Phuoc Van Anh NGUYEN

68. Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité ? La question de la réparation dans le processus de relèvement
Astrid LENOIR

80. Le processus de reconstruction du château de Berlin : choix d'urbanisme, matérialité symbolique et mise en récit d'un imaginaire collectif
Elisa GOUDIN-STEINMANN

92. Comment rebâtir Notre-Dame ? Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées
Julien BASTOEN

Chemins

108. Deux logis, une demeure : une référence ? Sur deux propriétés tricastines de la famille de Castellane au XVII^e siècle
Stanislas JACOT

114. Idéologies, identités, patrimoines. Approches au passé dans la France romantique et postrévolutionnaire (1820-1848)
Mario MIGLIACCIO

120. L'architecture comme modificateur social. Charles Robert Ashbee, théoricien, socialiste, architecte et designer Arts & Crafts
Benjamin BORNE

Matériaux de la recherche

128. Maison d'André Ravéreau à Foinikounta en Grèce : un patrimoine sensible
Marie GAIMARD

140. Tour de Catane
Fiona STAHL

Varia

150. La gentrification préurbaine : une dynamique agissant contre la résilience sociale
Randa A. MAHMOUD

160. La Torre David à Caracas : d'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays
Yaneira WILSON

170. Thèses de doctorat soutenues CRH - EVCAU 2021-2022



12€
ISSN : 2551-5071

transversale / 6 / décembre 2022

ENSA Paris Val-de-Seine



numéro 6 / décembre 2022

Reconstructions.
processus, matérialités, imaginaires





Fig.1– Maison individuelle en cours de réparation par la Fondation architectes de l'urgence, Gressier, Haïti. © Photo Astrid Lenoir, 2011.





Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité ?

La question de la réparation dans le processus de relèvement

Astrid LENOIR

Architecte DE HMO, doctorante contractuelle Groupe Caisse des Dépôts - MC
ENSA Paris Val-de Seine - EVCAU

Le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti a provoqué des dégâts extrêmement importants dans les départements de l'ouest et du sud-est¹. Dans un pays où l'environnement de la construction était peu encadré et les techniques constructives modernes insuffisamment adaptées aux aléas, plus d'un million de personnes se sont retrouvées sans logement. L'attention du monde entier s'est portée vers Haïti et l'aide humanitaire, déjà présente sur place depuis la fin de la dictature des Duvalier en 1986, s'est démultipliée. Dans les jours suivant la catastrophe, de nombreux projets de secours d'urgence, puis d'appui au relèvement et à la reconstruction, ont vu le jour. Les promesses de dons ont été historiques² tandis que les institutions gouvernementales haïtiennes, dépassées, n'ont pas su prendre leur place de coordinateur de la reconstruction. Dans le but de coordonner l'aide et de gérer les budgets, les acteurs principaux – Haïtiens et membres de la communauté internationale – ont créé un nouvel organe juridique : la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH)³. Cette commission était coprésidée par Bill Clinton et Jean-Max Bellerive, alors Premier ministre du gouvernement haïtien. Elle regroupait uniquement les principaux bailleurs ayant promis au moins 100 millions de dollars d'aide. Malgré une ambition commune d'efficacité de l'aide, la coordination des différents projets humanitaires a été difficile, notamment en raison de la faiblesse des institutions gouvernementales, du déséquilibre instauré par l'arrivée en masse des acteurs de l'humanitaire et du caractère d'urgence que revêt la situation de crise, réduisant le temps de la réflexion.

Dans cet article, nous proposons l'analyse de projets de reconstruction de maisons individuelles comme appui à l'*empowerment* et à l'augmentation du niveau de capacité des populations

1. Les estimations font état de 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans abri selon plusieurs articles dont : Radio Canada, *Le bilan grimpe à 230 000 morts*, 10 février 2010. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/463074/haïti-bilan>, [Consulté le 16 septembre 2022].

2. Les promesses de dons se sont élevées à cinq milliards de dollars sur 18 mois et 11 milliards de dollars sur cin-

ans. Voir : PECK, Raoul, *Assistance mortelle, une occasion en or pour piller Haïti pour les blancs et nos politiciens*. Film, Arte France, Entre Chien et Loup, RTBF, Velvet Film, 2013.

3. *Le Moniteur*, Journal officiel de la République d'Haïti, 165^e année, n°21, 22 mars 2010, signé par le Président René Prével.





locales, à travers la consolidation des habitations détruites, un apport d'activité économique et la transmission et/ou le partage de savoirs et de techniques constructives. Nous ferons appel à une méthode empirique, à partir de deux terrains d'études, effectués à Gressier en Haïti en 2011 et 2012. L'étude se fonde également sur une recherche plus théorique visant à comprendre les enjeux des projets d'aide en situation d'urgence sur le long terme. Les projets de réparations de maisons individuelles sont particulièrement intéressants dans cette problématique car ils s'appuient sur un cadre existant mais bouleversé par la catastrophe.

La problématique du logement dans un contexte fragilisé

Malgré des difficultés de recensement de la population haïtienne, les chiffres de l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI), comme ceux du département Économie et affaires sociales des Nations unies, indiquent une augmentation démographique importante depuis 1980⁴. La population haïtienne est également présentée comme de plus en plus urbaine⁵. Le séisme du 12 janvier 2010, dont l'épicentre se situe proche de Léogâne, a touché la partie la plus densément peuplée du pays. Or, le contexte haïtien d'avant 2010 posait déjà de nombreux problèmes quant à la gestion des espaces urbains et au logement des populations les plus vulnérables.

L'organisation du territoire et sa gouvernance étaient assurés par différents organes qui peinaient à mettre en place de véritables politiques urbaines, faute de moyens. Le séisme a donc mis à mal un système déjà affaibli mais où les instances existaient. Plusieurs ministères sont en effet impliqués dans la gestion des territoires. Le ministère de la Planification et de la coopération externe (MPCE) est en charge de l'élaboration des plans nationaux de développement économiques et social ; le ministère des Travaux publics transports et communications (MTPTC) assure la conception, la mise en œuvre et la gestion des infrastructures et des aménagements urbains ; l'Unité de construction de logements de bâtiments publics (UCLBP) est notamment chargée de la question du logement. Un Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), créé en 2009, est en charge de la cohérence et la coordination des actions menées dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Malgré un retour à la constitutionnalité en 2006, le gouvernement haïtien peine à mettre en place une réelle politique de logement, laissant à l'initiative privée le soin de loger les populations les plus défavorisées. En mars 2010, le gouvernement haïtien a établi un plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti visant à intégrer la reconstruction post-séisme dans une continuité et un renforcement des actions déjà existantes. La communauté internationale a été sollicitée dans ce but, mais son engagement a souvent dépassé ce rôle d'accompagnateur.

4. Voir Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), <https://ihsi.ayiti.digital/indicator-population> [Consulté le 20/09/2022], et PopulationPyramid.net, <https://www.populationpyramid.net/fr/haïti/1980/> [Consulté le 20/09/2022].

5. Soit 6 509 478 d'habitants sur une population totale recensée de 11 402 533 de personnes en 2020, d'après les données de la Banque mondiale. Voir également CIAT, *Haïti Demain. Objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction*, République d'Haïti, mars 2010.





Entre Léogâne et Gressier, zones fortement touchées par le séisme du 12 janvier 2010, dans les mornes en dehors des villes, beaucoup de territoires sont habités. Il s'agit de terrains peu cultivés qui s'étalent à partir des routes et montent dans les mornes. Ces territoires vallonnés, se développant entre les centres urbains, sont constitués d'un maillage d'habitations souvent modestes. La commune de Gressier, traversée par la route nationale 2 (RN2), est divisée en trois circonscriptions : Petit Boucan, Morne Chandelle et Morne à Bateau. En 2010, aucun recensement cadastral n'existait, la représentation de la commune se limitant au dessin de la RN2 et de l'emplacement du commissariat sur une feuille. Pourtant, le territoire était déjà constitué d'un maillage précis de rues, de chemins, d'espaces communs (terrains de foot, gaguères⁶) de points d'eau, de commerces pour la plupart informels, d'établissements scolaires et religieux privés et d'une multitude d'habitations individuelles.



Fig.2- Maison individuelle réparée par la Fondation architectes de l'urgence, Gressier, Haïti.
© Photo Astrid Lenoir, 2011.

6. Enceintes dédiées aux combats de coqs.





Peu d'études se concentrent sur la constitution de ces territoires diffus périurbains et sur les typologies d'habitats qui les caractérisent. Ces zones présentent pourtant une morphologie particulière très différente des villes ou des campagnes, et représentent une grande partie des territoires habités du pays. Elles résultent d'un abandon progressif des espaces ruraux à la faveur des villes. Malgré l'apport d'une aide considérable⁷ orientée principalement vers le développement de l'agriculture et des infrastructures, « [...] le PIB de l'agriculture, qui était de 50% du PIB national en 1964-1969 et de 40% en 1974, n'a pas cessé de régresser dans les années 1980⁸ » .

En quittant la campagne pour se rapprocher des villes à partir des années 1980, une part de la population s'est installée le long des routes principales, dans les plaines et les mornes peu pentus. Les paysages ruraux se sont peu à peu transformés, notamment dans le département de l'Ouest entre Port-au-Prince et Léogâne et peuvent être qualifiés aujourd'hui de territoires péri-urbains. Traditionnellement, les constructions des zones rurales en Haïti étaient faites d'une structure bois et d'une toiture végétale changeant selon les régions et les types de maisons. Les remplissages différaient selon les zones. Méthodes de clissages aux lattis plus ou moins espacés, composition des mortiers et des torchis, maçonneries de galets ou agglomérats d'argile et de fragments de briques, chaque territoire était marqué par la modularité de ses techniques constructives⁹. L'exode rural, le développement industriel, le manque de ressources locales, l'importation de matériaux, l'influence des courants architecturaux étrangers, sont des facteurs pouvant expliquer la préférence accordée à la construction en blocs de béton à partir des années 1980. La récursivité des aléas naturels peut également contribuer à expliquer la prédominance du béton dans la construction haïtienne depuis 40 ans.

Cependant, entre 1962 et 2010, aucun séisme n'est recensé¹⁰. En revanche, les aléas climatiques se succèdent à une vitesse folle, ne laissant pas deux années consécutives sans un ouragan, des pluies torrentielles ou des inondations causant de nombreux dégâts matériels et humains. Les structures bois couvertes de clissages bousillés ou de galets liés par un mortier d'argile résistent mal aux pluies diluviennes et aux inondations, tandis que les charpentes bois recouvertes de chaume ou de tôle s'envolent facilement lors des tempêtes. Les systèmes de construction traditionnels sont peu à peu remplacés par des murs en blocs de béton et des dalles plombantes, permettant une meilleure résistance en cas de cyclone. En 2010, à la veille du séisme, une large part des maisons individuelles en ville et en zones péri-urbaines sont construites en blocs de béton, souvent sans répondre aux règles élémentaires de la construction parasismique.

7. L'aide internationale s'élève dans les années 1980 à 100 millions de dollars par ans selon HURBON, Laënnec *Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture*, Port-au-Prince : Henri Deschamps, 1987.

8. *Ibid.*, p. 20.

9. MORAL, Paul, « La maison rurale en Haïti », *Les Cahiers*

d'Outre-Mer, Presses Universitaires de Bordeaux, 1957, Vol. 10, n°38, p. 117-130.

10. *Wikipédia L'encyclopédie libre*, « Liste de catastrophes naturelles en Haïti », 2022. https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_catastrophes_naturelles_en_Ha%C3%Afti [Consulté le 31 mai 2022].





L'insécurité a également modifié sensiblement les modes constructifs des habitats modestes individuels. La maison doit avant tout offrir une protection contre les éléments et les possibles intrusions extérieures. Le béton est alors souvent privilégié pour son apparente résistance et les typologies d'habitat sont adaptées. La clôture et la possibilité de sécuriser les ouvertures de son logement deviennent des critères primordiaux. Ainsi en 2010, une grande partie des constructions en Haïti était en maçonnerie de mauvaise qualité, la plupart du temps sur un niveau de rez-de-chaussée avec peu d'ouvertures. De nombreux bâtiments de ce type ont subi d'importants dégâts lors du séisme et des centaines de répliques. Dans les mois suivants le MTPTC a effectué des évaluations sommaires de tous les bâtiments des zones les plus touchées¹¹. Chaque construction a été visuellement inspectée et le logo du MTPTC a été tagué sur sa façade à la bombe de peinture. En rouge étaient signalés les bâtiments complètement détruits ou trop dangereux, considérés à démolir car impossibles à réparer ; en orange étaient notés les bâtiments ayant subi des dégâts qui pouvaient être réparés ; en vert les constructions qui avaient résisté au choc et ne présentaient pas de danger immédiat.

La réparation comme appui opportun

En 2010, quelques organisations non gouvernementales (ONG), sur la zone de Gressier, ont développé des programmes de réparation des maisons “orange”, préférant concentrer l'aide sur le renforcement et la formation préférables à l'apport de solutions provisoires. Ces projets, bénéficiant du soutien financier de bailleurs de fonds humanitaires, étaient définis avec un nombre de maisons pouvant être réparées, en fonction du budget alloué et non du nombre de bâtiments effectivement à renforcer.

Après une évaluation détaillée sur une zone définie, des bénéficiaires ont été choisis en fonction de critères précis (comme par exemple “habiter la maison”, “être une famille de plus de quatre personnes”, “être propriétaire de son logement”, etc.). Ces données paraissaient parfois déconnectées du terrain – la question de la propriété s'avère, par exemple, complexe à appréhender en Haïti¹². Néanmoins, pour fonctionner de façon régulière, les organisations humanitaires ont constamment besoin de résultats pouvant justifier l'utilisation des fonds des bailleurs. Des grilles de sélection étaient alors mises en place, et remplies sur simple déclaration des foyers. Comme dans de nombreuses régions du monde, l'oralité tient une part importante dans toute l'organisation de la société haïtienne.

Une fois les maisons “orange” identifiées avec des habitants répondant à ces critères, et souhaitant bénéficier d'un des programmes de réparations, une cartographie était établie par l'ONG pour repérer

11. Le nombre de bâtiments évalués est estimé par le MTPTC à 380 000 en 11 mois d'intervention.

12. Voir notamment : DORNER, Véronique et ROCHEGUDE, Alain. *Le foncier en Haïti La propriété foncière, entre*

complexités juridiques et improvisations informelles depuis l'Indépendance, fiche pays n°8, Paris : AFD, 2020.





les bâtiments dans le territoire, à partir d'un montage de photos satellite. Des équipes mixtes étaient constituées, composées d'un(e) ou deux architectes ou ingénieurs étranger(e)s et d'un(e) ingénieur haïtien(ne). On note une absence totale d'architectes locaux dans toutes les phases du projet. Des équipes constituées d'ouvriers haïtiens (essentiellement maçons et charpentiers) avec un chef d'équipe appelé *bòs mason*, étaient recrutées sur la zone d'intervention. S'ajoutaient à ces équipes, une personne essentielle au bon déroulement des projets de réparations, appelé(e) le/la *facilitateur/facilitatrice*. Il s'agissait généralement d'une personne du quartier, parlant français et créole haïtien et faisant l'intermédiaire entre la population des quartiers et les membres de l'ONG. Le/la *facilitateur/facilitatrice* était une personne clef permettant la présentation, l'explication et l'introduction du travail de l'ONG sur le terrain. La multiplication des acteurs de l'aide à partir de 2010 et leurs nombreuses interventions, ont favorisé l'institutionnalisation de "comités de quartiers" notamment dans les grandes villes comme Port-au-Prince. Ces structures faisaient écho à la difficulté d'intervenir dans certains territoires urbains et à la nécessité de créer un lien entre la population locale et les ONG. Sur la zone de Gressier, l'urbanisation plus diluée dans le paysage pose le problème de l'accès aux communautés différemment, de par la nature des programmes de réparations qui se concentrent sur des actions ponctuelles, tant sur les bâtiments qu'à l'échelle du territoire.

Avant le démarrage d'un chantier de réparation, une fois les méthodes d'intervention expliquées aux habitants de la maison, un diagnostic plus précis était établi par les équipes de supervision architecte - ingénieur, avec le *bòs mason*. Un relevé était réalisé, quantifiant et localisant les interventions. Les éléments à réparer étaient identifiés à même les murs de l'habitation, à l'aide de bombes de peinture. À partir de ce moment, pour l'équipe de supervision, les habitants n'avaient plus de rôle décisionnel dans la réparation de leur propre maison, dans le choix des éléments à réparer ou dans les méthodes préconisées. Ils continuaient cependant à habiter les maisons pendant les travaux et étaient notamment chargés de l'approvisionnement en eau du chantier.

Les équipes d'ouvriers recevaient préalablement et régulièrement une formation aux principales techniques de la construction parasismique et anticyclonique. Il s'agissait de formations assez simples mais essentielles abordant d'abord la question de la ressource et notamment le choix des matériaux de base - sable de rivière ou lavé, gravier concassé, fers à béton torsadés - et la bonne composition du béton. En effet, les blocs et claustras béton étaient le plus souvent fabriqués de manière artisanale, ce qui demandait une vérification accrue de la bonne facture de ces éléments. La construction béton requiert assez peu de compétence technique et ne nécessite pas d'outillage ou quincailleries spécifiques, qui peuvent s'avérer difficilement trouvables en Haïti, d'autant plus en contexte de crise. En revanche, des calculs simples, la mise en place de maçonneries chaînées ou de structures bois contreventées, la mise en œuvre correcte des ferrillages, l'exécution conforme et régulière des accrochages et connexions des éléments de charpente, permettent d'éviter la création d'un risque. Plusieurs ONG, mais aussi le MTPTC, ont fourni après le 12 janvier 2010, des guides de bonnes pratiques constructives visant à généraliser certaines règles basiques



de construction. Nombre de ces guides sont en français (parfois même en anglais), ignorant le créole haïtien, parlé couramment par la majorité de la population, particulièrement dans les zones périurbaines et rurales.

Lors des programmes de réparation de maisons dans la zone de Gressier, les équipes envoyées de maison en maison, restaient quelques jours (rarement plus de dix jours) sur chaque chantier. Les réparations effectuées étaient essentiellement ciblées sur les endroits ayant été affectés par le séisme, marqués visuellement par une détérioration. Les murs fissurés étaient reconstitués, les parois détruites, reconstruites et chaînées correctement, les linteaux rétablis aux emplacements des portes ou fenêtres endommagées. Mais ces interventions restaient circonscrites aux parties du bâti endommagées et le diagnostic ne se faisait pas sur l'intégralité de la construction. Il était alors possible de réparer une partie d'un bâtiment détérioré, en étant conscient que l'intégralité de la construction ne résisterait peut-être pas à un autre aléa. L'aide apportée lors de ces programmes se concentrait sur les dégâts causés par l'évènement extraordinaire et tendait à prendre comme acquise la fiabilité des éléments construits qui avaient résisté. La prise en considération du risque sismique a été intégrée de manière probabiliste. En cela, l'intervention s'est voulue attentive à l'existant et la moins intrusive possible dans l'évolution des communautés bénéficiaires.

Pourtant, la méthodologie d'intervention elle-même présentait une certaine brutalité, notamment lors de l'identification des réparations à effectuer, indiquées directement sur les murs. Le bâtiment était devenu l'outil de communication entre l'équipe de supervision et le *bòs mason*. Le plan avait perdu sa fonction d'instrument d'échanges, alors même qu'il servait aux équipes de supervision à différentes échelles et à différents moments du projet. Les *bòs mason* quant à eux établissaient des relevés écrits et/ou dessinés pouvant s'apparenter à des plans¹³ afin de calculer leurs approvisionnements. Pourtant, peut-être parce qu'il n'y avait pas de projet architectural, c'est -à-dire de projection d'un espace créé ou modifié, le plan n'était pas utilisé comme médium entre les équipes conceptrices et les réalisateurs. Enfin, à la fin du chantier, un ultime relevé était réalisé par les équipes de supervision. Chaque élément réalisé (poteau, linteau, pose de claustras, enduit, charpente, couverture, etc.) était quantifié et permettait le calcul de la rémunération du *bòs mason* et de ses équipes.

Le choix et l'organisation des équipes d'ouvriers revenait exclusivement au chef d'équipe, encouragé à faire travailler des personnes habitant non loin de la zone d'intervention. La proximité géographique permettait d'impliquer les populations au relèvement de leur espace de vie tout en réduisant la vulnérabilité des ménages par la création d'emplois, si ponctuels soient-ils. Cependant, certaines ONG ont inséré dans leurs programmes des "chantiers participatifs", pratiques permettant à un public non professionnel étranger de venir prendre part à des chantiers de

13. Voir notamment : BRISSON, Irène. « Tracer un plan en kreyòl », Centre Canadien d'Architecture, 2017, <https://www.cca.qc.ca/fr/articles/issues/30/>

de-la-migration/81287/tracer-un-plan-en-kreyol [Consulté le 31 mai 2022].





construction ou de réparation sur une durée de quelques semaines à quelques mois, souvent bénévolement. Ces modes d'intervention vont à l'encontre d'un accompagnement extérieur visant au relèvement de mondes économiques et productifs fragilisés par une catastrophe mais existants. Par ailleurs, ils mettent les populations bénéficiaires dans une situation extrême d'assistance sans reconnaissance des compétences locales.

La réparation comme appui opportun

Lors des programmes de réparation de maisons dans la zone de Gressier, les interventions se sont voulues minimales, réduites à l'essentiel afin de rétablir l'état antérieur des bâtiments. Cela a eu plusieurs répercussions, à différents niveaux. Les méthodologies d'intervention utilisées peuvent dénoter d'une forme de brutalité, notamment à cause du marquage à la bombe qui n'apporte pas d'amélioration de l'image de l'habitation par rapport à l'état pré-séisme, voire qui peut engendrer une certaine stigmatisation des foyers ayant reçu cette aide par rapport au reste du voisinage. Cette méthode de repérage trahit une difficulté à intervenir dans un territoire qui n'est pas géré avec des moyens rationnels et communément admis en particulier par la communauté internationale.

Les territoires haïtiens, et ici les mornes aux alentours de Gressier, sont peuplés de communautés très liées¹⁴. Les gens habitent intimement le territoire et des repères spatiaux se créent comme les petits commerces, les carrefours, les gaguères, les borlettes¹⁵ ou certains arbres remarquables. La connaissance des lieux se fait de manière expérientielle et orale, c'est-à-dire sans représentation globale dessinée. Les méthodologies de projets (ici des programmes de réparations) utilisées par les acteurs de l'aide ont été assez peu flexibles. Ils auraient nécessité des repères connus et compréhensibles par tous les décideurs. L'absence de cartographie a été palliée par un repérage sur site, visant à obtenir une vision globale de la situation à un instant, afin de pouvoir envisager un état futur : « La planification est une tentative de "remise en ordre" des choses, des aménagements humains, des éléments constitutifs du territoire. La fonction première de la planification réside dans l'intention de maîtriser le futur et d'en réduire les risques¹⁶ ».

À l'échelle du logement, la composition initiale n'était pas modifiée. Seuls les éléments construits étaient réparés, aboutissant à une certaine forme de sécurisation du bâti. En revanche, si la constitution de base des habitations n'était pas transformée, la rénovation ne permettait pas d'amélioration de la cohérence structurelle. D'autre part, la simple réparation des éléments endommagés n'offrait pas de progrès en termes de salubrité, de santé, de bien-être et éventuellement de confort. Intervenir dans le domaine du logement nécessite d'interroger

14. Voir entre autres les travaux d'Alice Corbet sur ce sujet : CORBET, Alice, *Approche communautaire en Haïti : décryptage de la notion de "communautés" et recommandations*, Port-au-Prince : URD, 2012.

15. Loterie populaire en Haïti.

16. GRISEL, Julien, « Le processus de projet dans la reconstruction urbaine suite à une catastrophe », Thèse de doctorat, École polytechnique fédérale de Lausanne, 2010, p. 6.





l'“habiter”, d'abord au sein de l'unité d'habitation, mais aussi dans son environnement. La majeure partie des logements réparés par les programmes étudiés ne bénéficiaient par d'un accès à l'eau ou de sanitaires. Le cloisonnement des financements humanitaires écarte souvent la possibilité de programmes pluridisciplinaires et multiscalaires. En Haïti comme dans de nombreuses autres situations comparables, les budgets “réparations” ont été attribués à des programmes de renforcements structurels ; d'autres concernaient uniquement des distributions de vivres (programmes “*food*”) ; d'autres encore se concentraient sur l'accès à l'eau et les questions hygiéniques et sanitaires (programmes “*wash*”). Enfin, les subventions dépendent d'un phasage dans le temps. Les sommes allouées à la phase d'urgence ne sont pas les mêmes que celles accordées aux projets de développement. Si les pratiques ne cessent d'évoluer, les problématiques d'interdépendance des besoins identifiés restent difficilement conciliables avec les processus de l'aide humanitaire.

En cela, les projets de réparation de maisons à Gressier s'inscrivaient dans une intervention minimale, avec un positionnement intellectuel des acteurs de l'aide extrêmement respectueux quant à l'autonomie des populations, mais qui excluait toute réflexion sur des questions immédiatement liées à l'habitat et indirectement associées au temps long, comme l'accès aux réseaux, à l'eau, à la végétation, aux espaces vivriers, etc.

Par ailleurs, le contexte haïtien particulier, pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes d'après les chiffres de la Banque mondiale, nécessite une mise en perspective des programmes d'aide au regard de la question de la dépense quotidienne. Les “bénéficiaires” de ces programmes de réparations de maisons s'engageaient à être présents et actifs pendant le chantier. Ils devaient notamment approvisionner chaque jour le chantier en eau, ce qui peut être considéré comme une manière d'impliquer les habitants.

Pourtant dans un contexte où la question de l'accès à l'eau influence fortement les possibilités d'évolution et de progression des ménages vers un niveau de vie suffisant¹⁷, cette condition pourrait être envisagée au regard d'un changement de paradigme, comme l'explique Claire Antone Paytone dans son article « La cité de l'eau : Port-au-Prince, inégalité et la signification de la pluie » : « [...] une vague récente d'études interdisciplinaires a commencé à envisager l'eau comme moyen d'interroger les interconnexions entre ses formes matérielles et ses formes sociales¹⁸ » .

17. Voir notamment : ANTONE PAYTON, Claire, « City of water : Port-au-Prince , Inequality, and the Social Meaning of Rain », *Journal of Urban History*, 2021, p. 1-22, sur la notion de cycle hydro-social (hydrosocial cycle), concept développé entre autres par Eric Swyngedouw (géographe), combinant des approches politico-économiques et environnementales de l'urbain.

18. « [...] a recent wave of scholars across disciplines have begun to use water to interrogate the interconnection of material and social form » *Ibid.*, p. 2, traduction de l'auteure.





Dans tous les domaines, le retour à l'état antérieur à la catastrophe par la seule réparation des bâtiments peut être considéré comme un simple expédient s'il ne renforce pas les capacités de résilience et les capacités¹⁹ des populations (fig.2).

L'aide humanitaire sous toutes ses formes vise à pallier un manque, une défaillance ou un besoin dans une situation de crise. Souvent réduite à des données plutôt quantitatives que qualitatives, elle se situe dans une forme de technicisation rationnelle, particulièrement dans le domaine de la construction. Par l'intervention dans des territoires constitués, elle est pourtant le vecteur des modèles construits et conceptuels importés.

« Face à cette vision fonctionnelle, certains auteurs plaident pour réintroduire une "culture du risque" qui soit comprise par les habitants, qui corresponde à une meilleure connaissance de l'environnement et à une gestion durable des interactions avec ce dernier et qui ne soit pas l'apanage des seuls spécialistes et techniciens²⁰ ».

Lors des programmes de réparations de maisons dans les mornes de Gressier en Haïti, indépendamment des formations offertes et des guides édités par les ONG, le temps passé par l'ensemble des équipes locales ou étrangères, ensemble, sur de nombreux chantiers, a peut-être constitué le moyen d'un véritable dialogue. Est-il alors envisageable de considérer que l'échange de savoirs se fait justement dans l'intervention et la reconnaissance de l'altérité ? Dans leur relative flexibilité face aux méthodes utilisées par les *bòs mason*, ces projets de réparation peuvent être considérés comme des espaces-temps de partage et d'apprentissage par le "faire".

La perception et la compréhension de l'espace par les équipes d'ouvriers et les équipes locales, aussi bien du quartier que de l'habitation se sont infiltrées petit à petit dans la pratique des acteurs étrangers sur le terrain. Ces réparations ponctuelles, si elles ne se sont pas inscrites dans une dynamique globale de transformation, ont visiblement modifié l'espace dans lequel elles se sont insérées. Ainsi s'ajoute au paysage, marqueur identitaire d'un territoire, la marque d'une ébauche de relèvement.

19. De l'anglais «capability», terme développé par Armatya Sen comme la possibilité qu'a un individu de choisir différents "modes de fonctionnement". Ce terme résume à lui seul la théorie de la justice sociale développée par

Sen. Il est de plus en plus utilisé auprès des acteurs du développement humain.

20. GRISEL, Julien. « Le processus de projet dans la reconstruction urbaine suite à une catastrophe », *loc. cit.*





Fig.3– Maison individuelle en cours de réparation par la Fondation architectes de l'urgence, Gressier, Haïti. © Photo Astrid Lenoir, 2011.

Résumé

Dans les mornes de Gressier en Haïti, les projets de réparations de maisons ont permis de consolider de nombreux logements, ponctuellement dans le territoire et partiellement à l'échelle du bâtiment. Ces programmes, dans leur éthique d'intervention visant à se positionner comme une aide occasionnelle et localisée, s'inscrivent dans un processus de reconstruction par la réparation de l'existant. La catastrophe est pensée comme un aléa exceptionnel où l'intervention humanitaire permettrait le rétablissement de l'état antérieur à celle-ci.

Mots-clefs : Haïti - Urgence - Réparations - Habitat - Echanges

Abstract

In Haïti's mountainous regions, near Gressier, repair projects have made it possible to consolidate punctually in the territory and partially on the scale of the buildings, many dwellings. These programs, in their ethic of intervention aimed for occasional and localized aid, are part of a process of reconstruction by repairing existing constructions. The disaster is conceived as an exceptional hazard and the humanitarian intervention allows the restoration of the previous state.

Keywords: Haïti - Emergency - Repairs - Habitat - Exchanges





transversale
histoire architecture paysage urbain
(création 2016)

Comité éditorial

Directeur de rédaction : Gilles-Antoine LANGLOIS, PR ENSA Paris-Val de Seine

Secrétaire de rédaction : Marie GAIMARD, MCF ENSA Normandie

Conseil scientifique - Comité de lecture

Laurence BASSIÈRES (MCF ENSA Paris La-Villette)

Fabien BELLAT (MCFA ENSA Paris Val-de-Seine)

Gauthier BOLLE (MCF ENSA Strasbourg)

Serge BRIFFAUD (PR ENSAP Bordeaux)

Laurence CHEVALLIER (MCF ENSAP Bordeaux)

Émilie D'ORGEIX (PR Ecole Pratique des Hautes Etudes)

Samuel DRAPEAU (MCF ENSAP Bordeaux)

Ammar ELOUEINI (PR New Orleans Tulane University)

Marie GAIMARD (MCF ENSA Paris Val-de-Seine)

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF (IR EVCAU ENSA Paris Val-de-Seine)

Laurence GILLOT (MCF Université Libre de Bruxelles)

Jean-Pierre GUILHEMBET (PR Université de Paris)

Gilles-Antoine LANGLOIS (PR ENSA Paris Val-de-Seine)

Giulia MARINO (PR Université Catholique de Louvain)

Gilles RAGOT (PR Université Bordeaux-Montaigne)

Donato SEVERO (PR émérite ENSA Paris Val-de-Seine)

Publication

ENSA Paris Val-de-Seine - Philippe BACH, directeur

Unité de recherche EVCAU

Graphisme

Zineb BENNOUNA, Architecte DE.

ISSN : 2551-5071 (*transversale*/Paris)